

1 - Actualité nationale et internationale

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

Lors de la réunion plénière qui s'est tenue à Paris du 15 au 17 février 2012, le GAFI (Groupe d'action financière) a adopté des recommandations révisées et pris de nouvelles mesures afin de protéger le système financier international contre une utilisation abusive. Les principales modifications du texte sont :

- la lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive par l'application systématique de sanctions financières ciblées lorsqu'elles sont exigées par le Conseil de sécurité des Nations Unies ;
- l'amélioration de la transparence afin d'éviter que les criminels et les terroristes ne dissimulent leur identité et leurs biens derrière les personnes morales et constructions juridiques ;
- des obligations plus exigeantes vis-à-vis des personnes politiquement exposées ;
- l'élargissement du champ des infractions sous-jacentes au blanchiment de capitaux aux infractions fiscales pénales ;
- une approche fondée sur les risques renforcée permettant aux pays et au secteur privé d'allouer leurs ressources de façon plus efficace en ciblant les domaines qui présentent des risques plus élevés ;
- une coopération internationale plus efficace, en particulier pour l'échange d'informations entre les autorités concernées, la conduite d'enquêtes conjointes et le dépistage, le gel et la confiscation des biens illicites ;
- de meilleurs outils opérationnels et une gamme plus large de techniques et de pouvoirs, à la fois pour les cellules de renseignements financiers et les autorités de poursuite pénale dans le cadre des enquêtes et poursuites en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

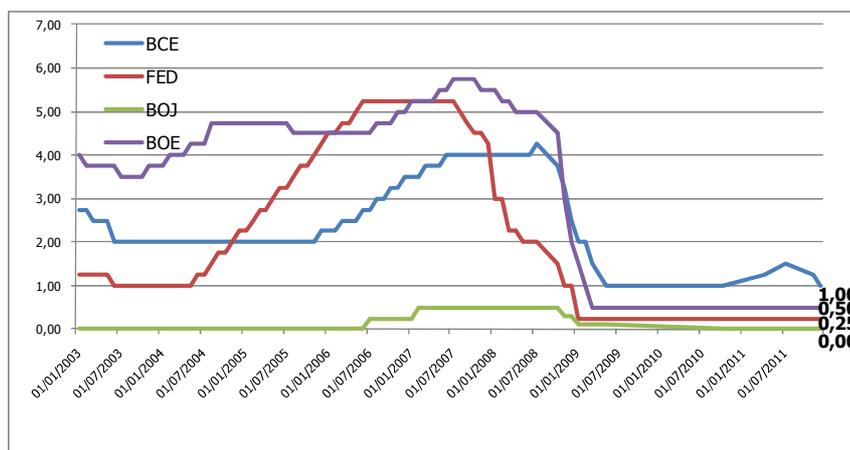
Le texte intégral de la réponse du GAFI à la consultation publique sur la révision des recommandations est disponible en anglais sur <http://www.fatf-gafi.org/dataoecd/49/29/49684543.pdf>

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le 8 mars 2012, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt demeureront inchangés, à respectivement 1,00 %, 1,75 % et 0,25 %.

Le président de la BCE observe que « les récentes données disponibles confirment des signes de stabilisation de l'activité économique, mais toujours à des faibles niveaux. Les perspectives économiques demeurent soumises à des risques baissiers. Les tensions sous-jacentes sur les prix devraient rester limitées à plus long terme ».



Chômage

Hausse du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois et du taux de chômage en France

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 861 700 fin janvier 2012, soit une hausse de 0,5 % sur un mois, en données CVS-CJO (+ 13 400 personnes). Sur un an, il croît de 6,2 % (+ 5,4 % pour les hommes et + 7 % pour les femmes). Le nombre de demandeurs d'emploi de « 50 ans et plus » inscrits en catégorie A augmente de 15,2 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage s'établit à 9,4 % de la population active métropolitaine au quatrième trimestre 2011, en hausse de 0,1 point par rapport au troisième trimestre 2011. En incluant les DOM, il s'établit à 9,8 %.

Hausse du taux de chômage dans la zone euro sur un mois

Dans la zone euro, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, est de 10,7 % en janvier 2012, en hausse de 0,1 point par rapport à décembre 2011. Il était de 10 % en janvier 2011. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne atteint 10,1 % en janvier 2012. Il était de 9,5 % en janvier 2011.

Inflation

Baisse des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,4 % sur un mois en janvier 2012 ; sur un an, il croît de 2,3 %. L'inflation sous-jacente s'établit à 1,5 % en glissement annuel.

Légère hausse de l'inflation dans la zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en février, en hausse de 0,1 point par rapport à janvier.

PIB

Hausse du PIB en France au quatrième trimestre 2011

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume a augmenté de 0,2 % au quatrième trimestre 2011 après 0,3 % au troisième trimestre. En moyenne, la croissance annuelle est de 1,7 % en 2011, après 1,4 % en 2010.

Baisse du PIB dans la zone euro au quatrième trimestre 2011

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont baissé de 0,3 % au quatrième trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent (contre des hausses respectives de 0,1 % et de 0,3 % au cours du troisième trimestre). Par rapport au quatrième trimestre 2010, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté respectivement de 0,7 % dans la zone euro et de 0,9 % dans l'UE27.

Publications

Le financement des PME-ETI par le marché financier

Le rapport de Gérard Rameix, médiateur du crédit et de Thierry Giami, président de l'Observatoire du financement des entreprises par le marché, est disponible en téléchargement sur :

http://www.economie.gouv.fr/files/20120221_financement_pme_eti.pdf

2 – Actualité régionale

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire et élargit son programme de mesures non conventionnelles

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 14 février 2012 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. La BoJ a par ailleurs annoncé un nouvel assouplissement de sa politique monétaire en élargissant son programme de mesures non conventionnelles ainsi que la fixation d'un objectif de croissance des prix à la consommation de 2 %.

Le PIB du Japon a reculé de 0,7 % au 4^e trimestre 2011 en glissement annuel. En janvier 2012, la production industrielle du Japon a progressé de 2 % sur un mois, les prix à la consommation hors alimentation ont baissé de 0,1 % sur un an. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 2,3 % par rapport à janvier 2011. Le taux de chômage est estimé à 4,6 %. En janvier 2012, les exportations ont reculé de 9,3 % par rapport à janvier 2011, les importations, pour leur part, ont augmenté de 9,8 %. Le déficit commercial s'est élevé à 14,78 milliards d'euros



La Banque centrale de Chine réduit le ratio de réserves obligatoires des banques

La Banque centrale de Chine a abaissé le 24 février 2012 le ratio de réserves obligatoires des banques de 50 points de base à 20,5 %. Le gouvernement chinois a arrêté pour 2012 un objectif de croissance du PIB de 7,5 % ainsi qu'un taux d'inflation limité à 4 %. En janvier 2012, l'indice chinois des prix à la consommation a progressé de 4,5 % sur un an contre 4,1 % en décembre 2011. En janvier 2012, les exportations chinoises ont baissé de 0,5 % sur un an, les importations ont reculé de 15,3 % sur un an et l'excédent commercial a atteint 27 milliards de dollars.



Ralentissement de la croissance et tensions sur le marché de l'emploi australien

En Australie, le taux de croissance du PIB au 4^e trimestre ralentit à 0,4 %, après une progression de 0,8 % au trimestre précédent. La consommation finale (+0,5 pt), la dépense publique (+0,5 pt) et les exportations nettes (+0,3 pt) soutiennent la croissance alors que l'investissement est en berne (-0,2 pt). Le dollar australien s'est apprécié de 4,6 % par rapport au dollar américain depuis le 1^{er} janvier 2012 et des licenciements ont été annoncés dans le secteur des services et des transports. Compte tenu de perspectives de croissance mondiale modérées et d'un ralentissement de l'inflation dans la région, la Banque centrale a décidé, le 6 mars, de maintenir son taux directeur à 4,25 %.



Bonne orientation des échanges commerciaux en Nouvelle-Zélande

En Nouvelle-Zélande, les échanges extérieurs au 4^e trimestre s'orientent favorablement. Les exportations de biens sont en hausse de 4,7 % sur le trimestre, portées par une augmentation des exportations de produits laitiers (+5,5 %). Les importations ressortent pour leur part en hausse de 1,9 %. La balance commerciale est excédentaire sur le trimestre, à 540 millions de dollars néo-zélandais, contre 215 millions au trimestre précédent. Cette évolution s'explique en partie par la dépréciation sur la même période du dollar néo-zélandais vis-à-vis des devises de ses principaux partenaires commerciaux. La banque centrale de Nouvelle-Zélande a décidé, le 8 mars, de maintenir son taux directeur à 2,5 %.



3 – Brèves économiques locales

Maintien des activités d’Air Austral en Nouvelle-Calédonie

Le Conseil de surveillance d’Air Austral a décidé, le 6 février 2012, de maintenir finalement sa liaison avec le territoire calédonien. Deux mois plus tôt, la compagnie avait annoncé la suspension de ses liaisons vers Bangkok et Nouméa, au motif de la hausse du coût du kérosène. L’obtention de conditions de survol plus avantageuses et l’utilisation d’avions de plus faible capacité (dans le but de maximiser les taux de remplissage) ont ainsi conduit les actionnaires de la compagnie réunionnaise à revoir leur position.

Entrée en application de la loi sur l’emploi local

Le dispositif de loi sur « la protection, la promotion et le soutien de l’emploi local » est devenu pleinement opérationnel le 14 février dernier avec la nomination des membres de la Commission Paritaire de l’Emploi Local (CPEL) (arrêté n° 2012/GNC). La loi, adoptée en seconde lecture en juillet 2010 et découlant de l’accord de Nouméa, donne priorité à l’embauche aux citoyens de la Nouvelle-Calédonie et accorde un second niveau de protection aux personnes justifiant d’une durée de résidence suffisante, au regard de la difficulté de recrutement par activité professionnelle.

Présentation du rapport d’expertise sur le secteur minier

Le projet de rapport d’expertise du secteur minier, élaboré dans le cadre du Schéma stratégique industriel de Nouvelle-Calédonie, a été présenté le 24 février au Comité stratégique et industriel. Il dresse un état des lieux de l’activité minière et du potentiel d’exploitation en minerais du territoire, et présente une estimation de la valeur ajoutée perçue par la Nouvelle-Calédonie sur l’exploitation du nickel ainsi que sa contribution au PIB. Enfin, le rapport fournit des préconisations pour optimiser les retombées économiques locales de l’activité minière et métallurgique.

Le Schéma « NC 2025 » dans sa seconde phase d’élaboration

Le Président du Gouvernement, M Harold MARTIN, a ouvert le 22 février le premier des trois séminaires du Schéma d’aménagement et de développement « NC 2025 », consacré au thème de la « citoyenneté ». Après une période de diagnostic initiée en 2008, le projet est entré dans sa phase de définition des orientations et des moyens, avant la rédaction effective du Schéma, attendue pour mi-2012. Prévu par l’article 211 de la Loi Organique du 19 mars 1999, le Schéma d’aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie doit fixer les orientations fondamentales du territoire en matière de rééquilibrage et de développement économique et social, à l’horizon 2025.

Lancement de l’offre 3G sans abonnement

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie a validé, le 28 février, le lancement d’une offre internet mobile sans abonnement permettant d’accéder à internet à la demande. Cette offre intervient alors que l’Office des Postes et Télécommunications (OPT) mène une importante campagne d’installation d’antennes compatibles 3G, avec un objectif de taux de couverture du territoire à 97 %.

Bilan de l’année 2011 pour l’Agence Française de Développement

L’Agence Française de Développement (AFD) a présenté le bilan de son activité pour l’année 2011, caractérisée par le plus fort niveau d’engagements jamais atteint par l’institution financière en Nouvelle-Calédonie (34 milliards de F CFP). Les principales opérations concernent la participation au financement de l’usine du Nord (20,3 milliards de F CFP), la construction du Médipôle à Koutio (4,8 milliards de F CFP), le schéma directeur d’assainissement de la ville de Nouméa (1,5 milliard de F CFP) et les interventions de la SOGEFOM, filiale de l’AFD, pour le financement bancaire des petites entreprises sous forme d’apports en garantie (1,3 milliard de F CFP).

La TGA en deuxième lecture

Conformément à la demande du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie formulée le 21 février, le Congrès a examiné en seconde lecture, le 5 mars, le projet de loi du pays instaurant la Taxe générale sur les activités (TGA). Le Congrès a confié à la Commission spéciale, l’étude des possibilités de détaxe des produits de première nécessité. La TGA, fixée au taux unique de 6 %, s’appliquera à compter du 1^{er} janvier 2013 sur les biens de consommation et les services en remplacement des 5 taxes actuellement en vigueur (la TBI ou taxe de base à l’importation, la TP ou taxe de péage, la TFA ou taxe de fret aérien, la TSS ou taxe de solidarité sur les services et le TNH ou taxe sur les nuitées hôtelières).

Publication

L’agence de l’IEOM en Nouvelle-Calédonie vient de publier ses « Tendances Conjoncturelles », statistiques au 31/12/2011, disponibles en téléchargement gratuit à l’adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-caledonie/publications/les-notes-expresses-140/les-notes-expresses-tendances-128/4eme-trimestre-2011-1039.html>

5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	déc.-09	déc.-10	déc.-11	var 10/09	var 11/10
Circulation fiduciaire	13 978	14 665	16 109	4,9%	9,8%
Dépôts à vue	214 174	245 224	246 497	14,5%	0,5%
Total M1	228 152	259 889	262 606	13,9%	1,0%
M2-M1	89 900	93 206	99 558	3,7%	6,8%
Total M3	462 942	516 983	533 607	11,7%	3,2%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-09	déc.-10	déc.-11	var 10/09	var 11/10
Entreprises	382 013	403 491	426 094	5,6%	5,6%
Ménages	328 208	362 904	390 944	10,6%	7,7%
Collectivités locales	36 060	48 228	56 975	33,7%	18,1%
Autres agents de CCB non ventilés	9 732	13 941	15 148	43,3%	8,7%
Total encours sain	756 012	828 564	889 161	9,6%	7,3%
Créances douteuses brutes	15 435	16 545	18 138	7,2%	9,6%
Total encours brut	771 448	845 109	907 299	9,5%	7,4%

Interdits bancaires

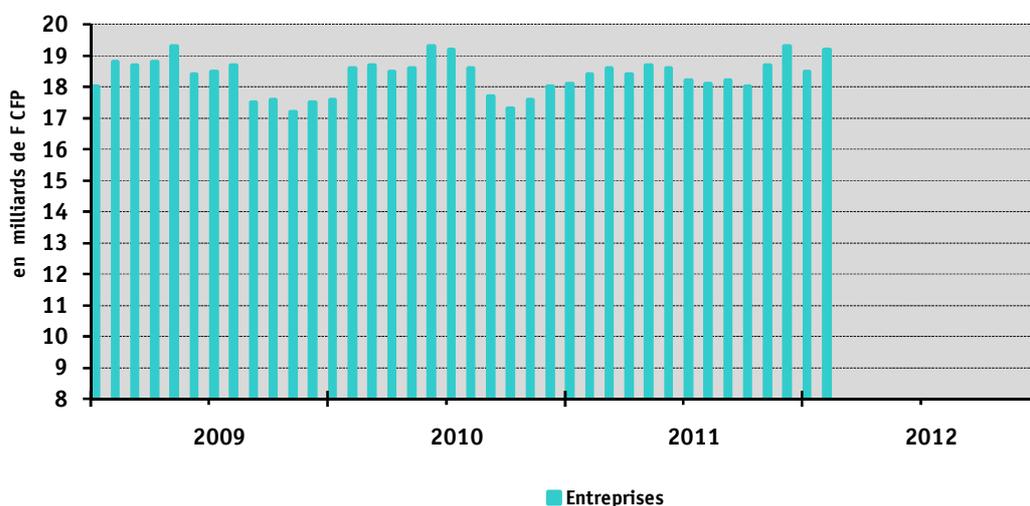
INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	janv.-12	6 622	2,8%	5,6%
	dont personnes physiques	janv.-12	5 907	3,1%	5,4%
	dont personnes morales	janv.-12	715	0,3%	7,4%

Cotation

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
	Cotes valides	févr.-12	14 431	0,6%	17,9%
	Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	févr.-12	4 461	2,2%	23,6%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM		Données brutes		var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	févr.-12	19,2	3,7%	-3,1%



6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2010	2011	Var .
Indice des prix à la consommation	févr	100,9	102,7	1,6
Entreprises				
nb d'entreprises (a)	déc	51 184	54 420	6,3%
dont nb d'entreprises sans salarié (a)	déc	44 902	47 964	6,8%
créations d'entreprises	déc	5 123	5 115	-0,2%
cessations d'entreprises (p)	déc	2 763	2 846	3,0%
liquidations judiciaires (nb)	déc	135	121	-10,4%
redressements judiciaires (nb)	déc	96	82	-14,6%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	janv	666	715	7,4%
ventes de ciment local (tonnes)	févr	19 231	18 690	-2,8%
importations ciment (tonnes)	févr	47	24	-48,8%
total ciment (tonnes)	févr	19 278	18 714	-2,9%
importations de biens d'équipement (M FCFP)	déc	33 835	30 637	-9,5%
importations de véhicules utilitaires (M FCFP)	févr	1 050	1 114	6,1%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	févr	588	525	-10,7%
Ménages				
emploi salarié (nb)	sept	85 447	88 634	3,7%
dont secteur privé	sept	61 294	64 242	4,8%
dont secteur public	sept	24 153	24 392	1,0%
demandes d'emploi de fin de mois	janv	6 740	6 776	0,5%
demandes d'emploi de fin de mois (moyenne depuis le début de l'année)	janv	6 740	6 776	0,5%
chômeurs indemnisés	janv	1 495	1 597	6,8%
montant horaire du Salaire minimum garanti (F CFP)	mars	828,4	887,6	7,1%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	janv	5 605	5 907	5,4%
décisions retraits cartes bancaires	janv	284	266	-6,3%
incidents paiements sur chèques	janv	2 218	3 352	51,1%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	févr	994	1 225	23,2%
importations de véhicules de tourisme (M FCFP)	févr	2 211	2 481	12,2%
importations de produits alimentaires (M FCFP)	déc	29 842	33 121	11,0%
importations de biens de consommation courante (M FCFP)	déc	16 634	17 653	6,1%
Echanges				
nombre de touristes	janv	7 844	9 113	16,2%
nombre de croisiéristes	janv	21 048	19 950	-5,2%
taux d'occupation moyen depuis le 1er janvier des hôtels de Nouméa	déc	57,9%	61,1%	3,2 pts
moyenne des cours du nickel au LME en \$/lb sur l'année	févr	12,22	9,13	-25,3%
cours du nickel au LME en \$/lb	févr	12,81	9,28	-27,6%
exportations de minerai de nickel (en milliers de tonnes)	déc	4 572	4 588	0,4%
exportations de minerai de nickel (M FCFP)	déc	25 046	27 325	9,1%
exportations métallurgique de nickel (en tonnes de Ni contenu)	déc	55 892	61 909	10,8%
exportations métallurgique de nickel (M FCFP)	déc	102 193	110 320	8,0%
exportations de crevettes congelées (en tonnes)	déc	746	708	-5,1%
exportations de crevettes congelées (M FCFP)	déc	1 025	1 013	-1,2%
exportations en valeur du nickel (métal+minerai) et des crevettes	déc	128 264	138 658	8,1%
part de ces produits dans le total des exportations	déc	96%	94%	-1,72pt
total des importations (M FCFP)	déc	298 500	316 761	6,1%
total des exportations (M FCFP)	déc	133 653	147 114	10,1%
taux de couverture	déc	44,77%	46,44%	1,7pt
recettes douanières (M FCFP)	déc	45 230	47 208	4,4%
Indicateurs financiers (M de FCFP)				
Dépôts à vue	déc	245 224	246 497	0,5%
M1	déc	259 889	262 606	1,0%
M2	déc	353 095	362 164	2,6%
Dépôts à termes	déc	163 733	171 307	4,6%
M3	déc	516 983	533 607	3,2%
P1	déc	4 004	3 883	-3,0%
coût du crédit aux entreprises- court terme	juil	4,94%	5,46%	0,52 pt
coût du crédit aux entreprises- moyen et long terme	juil	4,32%	4,58%	0,26 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts immobiliers	juil	4,75 %	4,63 %	-0,12 pt
coût du crédit aux particuliers - prêts personnels <181 920 F CFP	juil	17,91 %	-	ns
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues (p)	déc	845 109	907 299	7,4%
Ménages				
dont crédits à la consommation	déc	362 904	390 944	7,7%
dont crédits à l'habitat	déc	69 219	71 926	3,9%
Entreprises				
dont crédits d'exploitation	déc	403 491	426 094	5,6%
dont crédits d'investissement	déc	76 605	76 469	-0,2%
dont crédits à la construction	déc	213 900	227 242	6,2%
dont crédits à la construction	déc	101 159	109 321	8,1%
Collectivités locales				
dont d'investissement	déc	48 228	56 975	18,1%
dont d'investissement	déc	42 022	51 644	22,9%
Autres agents de CCB non ventilés	déc	13 941	15 148	8,7%
Créances douteuses brutes				
taux de créances douteuses brutes	déc	16 545	18 138	9,6%
taux de créances douteuses brutes	déc	2,0%	2,0%	0,04 pt
ensemble des actifs financiers	déc	626 018	640 565	2,3%
Ménages	déc	326 169	344 723	5,7%
Sociétés	déc	213 519	208 888	-2,2%
Autres agents	déc	86 329	86 954	0,7%
dont assurances-vie	déc	96 971	99 990	3,1%

(p) : provisoire (a) : actualisé

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	14/12/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	14/12/2011
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	14/12/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	23/12/2011	1,00%	3,75%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,65% à 6,10% (Taux SGFGAS à partir du 01/03/2012)
taux de la facilité de prêt marginal	14/12/2011	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	14/12/2011	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois						taux de base bancaire		
	29/02/2012	31/01/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08		taux	date d'effet
EONIA	0,3740%	0,3800%	- 0,006 pt	0,8170%	- 0,443 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	0,5640%	0,7130%	- 0,149 pt	0,7820%	- 0,218 pt	banques locales	8,25%	31/12/2011
EURIBOR 3 mois	0,9830%	1,1250%	- 0,142 pt	1,0060%	- 0,023 pt	taux d'intérêt légal		
EURIBOR 6 mois	1,2790%	1,4180%	- 0,139 pt	1,2270%	+ 0,052 pt	année 2012	0,71%	08/02/2012
EURIBOR 12 mois	1,6140%	1,7540%	- 0,140 pt	1,5070%	+ 0,107 pt	année 2011	0,38%	03/02/2011

taux d'intérêt en moyenne mensuelle						Définitions		
	29/02/2012	31/01/2012	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08			
TEMPE	0,3662%	0,3877%	- 0,022 pt	0,4902%	- 0,116 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average		
EURIBOR 1 mois	0,6270%	0,8380%	- 0,211 pt	0,8110%	- 0,184 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA		
EURIBOR 3 mois	1,0490%	1,2230%	- 0,174 pt	1,0220%	+ 0,027 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate		
EURIBOR 6 mois	1,3460%	1,5060%	- 0,160 pt	1,2510%	+ 0,095 pt	TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)		
EURIBOR 12 mois	1,6790%	1,8370%	- 0,158 pt	1,5260%	+ 0,153 pt	TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)		
TMO	3,2600%	3,4300%	- 0,170 pt	3,5900%	- 0,330 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)		
TME	3,0600%	3,2300%	- 0,170 pt	3,3900%	- 0,330 pt			
TRBOSP	3,2500%	3,4100%	- 0,160 pt	3,6500%	- 0,400 pt			

taux des euro-monnaies										
devise	USD			JPY			GBP			
	date	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011	29/02/2012	31/01/2012	31/12/2011
taux JJ		0,190%	0,135%	0,110%	0,050%	0,085%	0,035%	0,540%	0,570%	0,555%
3 mois		0,370%	0,370%	0,680%	0,250%	0,285%	0,140%	1,100%	0,820%	1,100%
10 ans emprunts phares		1,980%	1,850%	1,870%	0,960%	0,970%	0,980%	2,150%	1,990%	1,980%

TAUX DE LUSURE (seuils applicables à partir du 1er janvier 2012)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	15,78%
Prêts immobiliers		Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	10,60%
		Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts à taux fixe	6,24%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,67%
Prêts à taux variable	5,83%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,45%
Prêts-relais	6,43%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,29%
Autres crédits aux particuliers		Découverts en compte (1)	13,80%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	20,65%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	6,53%
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF et prêts viagers hypothécaires	19,15%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 862 XPF et inférieur ou égal à 357 995 XPF	13,98%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables, financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF et prêts viagers hypothécaires	17,69%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 357 995 XPF et inférieur ou égal à 715 990 XPF	12,51%	Découverts en compte (1)	13,80%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	88,7687	1 NZD/XPF	75,0420	1 HKD/XPF	11,4465	1 GBP/XPF	141,4051	
100 JPY/XPF	110,5743	1 AUD/XPF	96,1267	1 SGD/XPF	71,3451	100 VUV/XPF	97,8829	1 FJD/XPF	51,2880